

La CFTC antidémocratique ?

Article rédigé par *Philippe Louis*, le 13 mars 2017

Le 9 mars 2017, la CFTC (Confédération française des travailleurs chrétiens) a adressé aux candidats à l'élection présidentielle, par courrier, une série de questions. En fait, seuls Emmanuel Macron, Benoît Hamon, Nicolas Dupont-Aignan et François Fillon sont destinataires. Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen en sont exclus.

"Les questions sont posées par rapport au projet de la CFTC. Le positionnement de ces deux candidats – qui prônent la sortie de l'Europe et de l'euro – rend totalement incompatible notre projet avec leur projet à eux. A quoi bon leur écrire pour « discuter des détails » lorsque l'on sait que nous sommes en parfaite opposition.

A eux deux, ils représentent d'après les sondages entre 35 et 40% des électeurs. Est-ce que cela ne risque pas – dans une période où le syndicalisme ne va pas bien – de renforcer encore ce sentiment que les syndicats seraient déconnectés de la réalité, y compris de leurs syndiqués ?

Non je ne pense pas. Les Français sont intelligents. Ça doit les interpeller. Sur certaines positions de ces candidats, pour nous, c'est impensable, car ça aurait de telles conséquences sur la France. Il y a certes dans le programme de chacun des choses qui vont bien – des dispositions qui peuvent paraître attractives – mais tout cela risque d'être mis à mal de part ce positionnement dur contre l'Europe. Il y a aussi d'autres positionnements, comme la préférence nationale, qui pour nous sont une profonde erreur.

Sur l'Europe, qu'est ce qui est rédhibitoire pour vous ?

On retrouve clairement la volonté de suivre le Brexit avec le Frexit. Cela serait catastrophique pour la France. On sortirait de l'Europe, on remettrait en cause l'Union européenne. Ça n'est pas notre vision. Nous disons que l'Europe doit évoluer vers une Europe sociale, une harmonisation fiscale et sociale. Mais il n'est pas question d'aller s'isoler. C'est une aberration.

Qu'est ce qui vous choque sur la préférence nationale – souhaitée par le FN – avec un fort nombre de chômeurs actuellement en France. N'est-il pas normal de réserver les emplois prioritairement aux Français ?

Ce qui est choquant, c'est qu'en fait on est un pays ouvert. Pour nous c'est la tolérance. Pourquoi devrait on exclure une partie des gens qui vivent sur notre territoire ? Vous savez, ce sont des formules toutes faites. On est les premiers à aller chercher des gens diplômés pour tenir certains emplois ... Ceux qui viennent travailler chez nous font leur travail comme les autres, s'intègrent comme les autres. Ce n'est ni en écartant tout une frange de la population qu'on résoudra le problème de l'emploi ni en les réservant aux Français. C'est une question de compétence, rien d'autre. La ségrégation n'est pas supportable pour nous."

Visiblement, la CFTC a perdu le sens du principe de subsidiarité, à l'encontre duquel l'Union européenne s'est construite.

Source : Breizh Info